

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE 1	
Genèse de la loi	7
CHAPITRE 2	
Objectif et philosophie du nouveau régime de protection	13
SECTION 1	
Notions introductives	13
SECTION 2	
Les lignes de force de la réforme	15
§ 1. – <i>La mise en conformité du droit avec les textes internationaux</i>	15
§ 2. – <i>L’harmonisation et la simplification de la protection</i>	20
SECTION 3	
Les principes de base de la réforme	21
§ 1. – <i>Distinction entre le statut du majeur et le statut du mineur</i>	22
§ 2. – <i>L’administration provisoire comme base du nouveau statut de protection</i>	23
§ 3. – <i>L’attention prêtée à la distinction entre les soins à la personne et la gestion des biens</i>	25
§ 4. – <i>L’adaptation de la terminologie</i>	27
§ 5. – <i>La revalorisation de la personne de confiance</i>	27
§ 6. – <i>L’association de la personne protégée au processus décisionnel</i>	29

§ 7. – <i>Le rappel du droit commun de la capacité, l’incapacité devant demeurer l’exception</i>	30
§ 8. – <i>La priorité donnée au régime de protection extrajudiciaire</i>	34
§ 9. – <i>Le droit transitoire</i>	34

CHAPITRE 3

Le nouveau statut de protection des personnes majeures	37
---	----

CHAPITRE 4

La protection extrajudiciaire	47
--	----

SECTION 1

La protection des personnes majeures vulnérables au travers du mandat avant la loi du 17 mars 2013	47
--	----

SECTION 2

La protection extrajudiciaire des personnes majeures vulnérables prévue par la loi du 17 mars 2013	50
--	----

§ 1. – <i>Une innovation inspirée des instruments internationaux</i> .	51
§ 2. – <i>Le contrat de mandat comme mode de protection extrajudiciaire</i>	57
§ 3. – <i>Le principe de continuité ou de prolongation du mandat de protection extrajudiciaire</i>	63
§ 4. – <i>Le rôle du juge au commencement de la protection extrajudiciaire</i>	69
§ 5. – <i>Le rôle du mandant et celui du mandataire</i>	74
§ 6. – <i>Le rôle du juge dans l’encadrement et la fin de la protection extrajudiciaire</i>	83
§ 7. – <i>Conclusion sur la protection extrajudiciaire</i>	89

CHAPITRE 5

La protection judiciaire	93
---------------------------------------	----

SECTION 1

Généralités et définitions	93
----------------------------------	----

SECTION 2

Protection judiciaire et incapacité	94
---	----

SECTION 3	
Protection judiciaire de la personne et/ou des biens	95
SECTION 4	
Assistance et représentation.....	100
SECTION 5	
Début et fin de la protection judiciaire	101
SECTION 6	
Protection judiciaire et sanctions	102
§ 1. – <i>Sanction des actes posés par la personne protégée pendant la mesure de protection</i>	103
§ 2. – <i>Sanction des actes posés par la personne protégée avant sa mise sous protection</i>	108
§ 3. – <i>Sanction des actes posés par l’administrateur de la personne protégée pendant sa mission</i>	112
CHAPITRE 6	
L’administration : mode de protection judiciaire	115
SECTION 1	
Généralités et définitions.....	115
SECTION 2	
Les hypothèses d’ouverture de l’administration	116
SECTION 3	
Choix de l’administrateur	116
§ 1. – <i>Déclaration de préférence</i>	116
§ 2. – <i>Désignation de l’administrateur</i>	118
§ 3. – <i>Modification des pouvoirs ou remplacement de l’administrateur</i>	126
SECTION 4	
L’assistance et la représentation : les deux facettes du fonctionnement de l’administration	127
§ 1. – <i>Dispositions générales</i>	128
§ 2. – <i>L’assistance</i>	130
§ 3. – <i>La représentation</i>	132

§ 4. – <i>La protection face à l’incapacité prononcée</i>	133
A. <i>L’interdiction de toute assistance ou représentation par l’administrateur</i>	134
B. <i>L’autorisation préalable spéciale donnée par le juge de paix à l’administrateur pour représenter l’incapable.</i>	137
1. <i>Généralités</i>	137
2. <i>Divorce par consentement mutuel</i>	140
3. <i>Acceptation et renonciation à succession, legs universel ou legs à titre universel</i>	142
4. <i>Donation par représentation ou subrogation</i> ...	142
5. <i>Aliénation de biens</i>	142
6. <i>Actes mixtes</i>	143
7. <i>Modalités de la vente des biens meubles et immeubles</i>	143
8. <i>Souvenirs et objets à caractère personnel</i>	144
9. <i>Sanction de l’absence d’autorisation préalable</i>	145
C. <i>L’autorisation dérogatoire donnée à la personne vulnérable</i>	146
D. <i>Le régime de l’avis</i>	147
E. <i>Intervention d’un tiers autre que l’administrateur</i>	148
F. <i>Intervention du tuteur</i>	148
G. <i>Modification de lois particulières</i>	149
SECTION 5	
Fin de l’administration	149
CHAPITRE 7	
Les acteurs de la protection judiciaire	151
SECTION 1	
Les personnes protégées.....	151
SECTION 2	
Le juge de paix.....	152
SECTION 3	
L’administrateur de la personne et l’administrateur des biens.....	154
§ 1. – <i>Définitions, notions générales et mission</i>	154

§ 2. – <i>Obligation de faire rapport et reddition de compte</i>	156
A. <i>Au commencement de l'administration</i>	156
B. <i>En cours d'administration</i>	157
C. <i>À la fin de l'administration</i>	163
§ 3. – <i>L'administration confiée aux parents de la personne majeure protégée</i>	168
§ 4. – <i>Responsabilité des administrateurs</i>	170
SECTION 4	
La personne de confiance	171
§ 1. – <i>Notion et désignation</i>	171
§ 2. – <i>Cessation de la mission de la personne de confiance</i>	176
§ 3. – <i>Mission de la personne de confiance</i>	177
§ 4. – <i>Responsabilité de la personne de confiance</i>	184
CHAPITRE 8	
Les majeurs protégés et les libéralités	185
SECTION 1	
Les libéralités consenties en faveur ou faites par la personne protégée	185
§ 1. – <i>L'acceptation ou la renonciation à une succession ou un legs universel ou à titre universel</i>	185
§ 2. – <i>L'acceptation (ou la renonciation) à une donation ou à un legs particulier</i>	190
§ 3. – <i>Dispositions à titre gratuit entre vifs ou à cause de mort</i>	193
A. <i>L'autorisation préalable pour faire une donation ou un testament</i>	193
B. <i>La donation par subrogation ou représentation</i>	198
SECTION 2	
Incapacité de recevoir des libéralités de la personne protégée	208
CHAPITRE 9	
Autres modifications du Code civil	211
SECTION 1	
La mise en conformité des textes	211

SECTION 2	
Les actes personnels non susceptibles d'être accomplis par l'administrateur et la possible dérogation donnée à la personne protégée elle-même.....	211
SECTION 3	
L'avis de la personne protégée remplaçant le consentement à l'acte.....	213
SECTION 4	
L'impossibilité ou l'incapacité d'exprimer sa volonté	214
CHAPITRE 10	
Éléments de procédure	217
SECTION 1	
« Des personnes protégées » : protection judiciaire et administration dans le Code judiciaire.....	217
§ 1. – <i>Qui peut requérir la mise sous statut de protection d'une personne majeure vulnérable ?</i>	218
§ 2. – <i>Comment demander la mise sous protection judiciaire d'une personne ?</i>	220
§ 3. – <i>Le certificat médical à joindre à la requête</i>	222
§ 4. – <i>Compétence du juge de paix – Première audience devant lui</i>	228
§ 5. – <i>L'ordonnance du juge de paix</i>	234
§ 6. – <i>Les cas dans lesquels le juge de paix est à nouveau saisi en cours de protection</i>	235
§ 7. – <i>Les mesures de publicité</i>	242
§ 8. – <i>Le dossier administratif</i>	243
SECTION 2	
Modifications d'autres dispositions du Code judiciaire à la suite de l'instauration du nouveau régime de protection des personnes majeures.....	246

CHAPITRE 11	
Modifications et adaptations d'autres législations en conséquence de l'instauration du nouveau statut de protection	251
SECTION 1	
Le registre national des personnes physiques	251
SECTION 2	
Les droits du patient	252
SECTION 3	
L'obtention et l'utilisation de matériel corporel humain.....	255
CHAPITRE 12	
Dispositions transitoires de la nouvelle loi du 17 mars 2013	257
CONCLUSION.....	263